

Nr. 5

DIVISION POLITIQUE II

p.B.15.50.4. Irak - SI/RJ

Berne, le 8 février 1991

~~SECRET~~URGENTNOTE AU CHEF DU DEPARTEMENTOPERATION SWAPA. Présentation des faits

Comme vous le savez, des rumeurs persistantes - mais jusqu'ici non étayées par nos services - courent depuis des mois sur la présence incognito en Suisse de Mme Saddam Hussein (MSH) et de membres de sa famille. Il a été question, entre autres, de la résidence de l'Ambassadeur Al-Tikriti au Petit Saconnex GE, de Gstaad, plus récemment de Bex. La presse suisse et étrangère s'en est faite l'écho. D'autres sources donnent l'information comme probable, voire certaine (la plus récente émanant du Représentant de l'Irak à l'ONU, l'Ambassadeur Al-Anbari, lors d'une conversation confidentielle avec l'Ambassadeur Chenaux-Repond). L'Ambassadeur Chenaux-Repond (CR) me fait savoir ce soir - 21h40 - que son collègue américain, l'Ambassadeur Pickering (P) avait demandé à le rencontrer d'urgence, ce jour, pour lui soumettre l'idée suivante qui doit rester, pour l'heure, marquée du plus haut secret.

(Je précise ici que P m'est fort bien connu du temps de mon ambassade en Israël - 1983/87 - : diplomate de carrière de haute valeur, à l'intelligence fine et au métier sûr, il incarne sans doute ce que l'on fait de mieux au Foggy Bottom. Ce n'est donc pas un marchand de peanuts recyclé, ni un politicien récompensé et moins encore un James Bond yankeesé. J'ajoute qu'ès qualités, le Représentant des Etats-Unis aux Nations Unies fait partie du Cabinet américain).

- 2 -

1. Les Services américains prétendent savoir que MSH se trouve en Suisse (Genève).
2. Il s'agirait, par des canaux suisses (qui resteraient à choisir soigneusement) de faire savoir au Président irakien que nos autorités seraient prêtes à tolérer la présence de sa femme et celle de ses proches, en Suisse, à condition que Saddam Hussein libère la douzaine de POW alliés dénombrée à ce jour (env. 7 Américains, 1-2 Britanniques, 1 Italien et 1 Saoudien).

(NB : La cellule de crise a proposé que le CF, lors de sa prochaine séance du 13.2.91, prenne une décision préventive, portant interdiction d'entrée ou expulsion, entre autres, de MSH.)

3. De deux choses l'une :

- (a) - soit la présence de MSH s'avère et le "marchandage" pourrait avoir quelque chance de s'entamer. Au cas où Saddam Hussein s'y refuserait, la décision gouvernementale précitée entrerait immédiatement en vigueur;
- (b) - soit MSH n'est pas sur territoire suisse : nous donnons alors à Bagdad un message signifiant qu'une entrée (et un établissement) en Suisse de MSH n'entre pas en ligne de compte sinon par le biais d'un "do ut des" impliquant tous les POW détenus par l'Irak.

Dans les deux cas de figure, la permanence de MSH ou la perspective d'un accueil en Suisse sont fonction d'un "prix" à payer par Saddam Hussein.

A en croire P, ce plan aurait été envisagé "au plus haut niveau" (Bush ?) et P aurait obtenu l'aval pour s'en ouvrir à nous.

- 3 -

Je reste entendu avec CR que cette "idée" américaine doit être réservée, pour l'heure, exclusivement à vous-même, au Secrétaire d'Etat ainsi qu'à mon contact de confiance de la Taubenstrasse. Le plan n'est pas sans mériter un examen sous le double angle de politique et sécurité.

#### B. Opération SWAP : premier commentaire

Si l'idée américaine peut paraître tentante, elle ne génère pas moins les questions et commentaires suivants :

En admettant que nous nous associions à un plan d'inspiration américaine :

1. Sommes-nous de taille pour affronter Saddam Hussein sur le périlleux terrain de ce qu'il faut bien appeler un chantage ?
2. Voulons-nous prendre le risque d'héberger pour une période indéterminée MSH et sa famille - sans compter SH lui-même, au titre du "regroupement familial". - à un prix relativement modique (une douzaine de POW) ? Les opérations terrestres à venir augmenteront sensiblement le nombre des prisonniers - vaut-il la peine d'épuiser toutes nos cartouches aujourd'hui ?
3. D'autre part, est-il concevable que la Suisse se substitue, ne serait-ce que partiellement, au CICR qui plus est au gré d'une opération peu orthodoxe ?
4. Assurer sur notre territoire une surveillance étanche du clan SH, par nos polices, qui le mettrait à l'abri d'opérations de services étrangers (Mossad en premier lieu) est pratiquement exclu. SH lui-même serait-il (devrait-il) être à l'abri de poursuites judiciaires (de la part d'un nouveau régime irakien ou de la communauté internationale - crimes contre l'humanité) ?

- 4 -

5. L'opération (hypothèse a), si elle demeure secrète, ne manquera pas de soulever des questions sur notre politique d'accueil, en Suisse comme à l'étranger (à différents niveaux, gouvernemental, services secrets, opinions publiques). Si elle devient publique, on nous reprochera la modicité du prix payé (cf. supra).

Dans l'hypothèse (b), nous pourrions être à la merci d'un contre-chantage irakien. (Cela vaut d'ailleurs aussi pour le cas a).

6. L'aspect "humanitaire" n'est pas totalement à négliger : en cas de chute et de disgrâce de Saddam Hussein, il se trouverait sans doute des voix (dans le monde musulman mais aussi en Suisse) pour en appeler à la Suisse pour accueillir une famille "innocente".

Ma conclusion provisoire : il ne semble guère indiqué que la Suisse se commette dans une opération de ce genre.

#### C. Actions à entreprendre immédiatement

Je prie chez moi, le 9.2.91, M. Duc (Police fédérale) pour m'entretenir de l'aspect présence de MSH en Suisse.

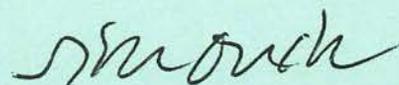
1. Si la PF exclut une présence sous son nom de MSH, elle reste - comme nous - préoccupée par la possibilité d'une présence illégale. Depuis le mois d'août 90, elle a accompli des recherches, sans résultats. Au vu des récentes informations de l'étranger précitées (Amb. d'Irak/ONU - Amb. P.), elle entend immédiatement les intensifier :

- contrôle des fiches d'hôtel
- contrôle des photos des ressortissants arabes des derniers 6 mois
- surveillance générale accrue des résidences possibles

- 5 -

- surveillance ciblée (Bex)
- collaboration avec "services amis" (F, USA, UK) à propos identité et liens familiaux de MSH et ses proches.

2. PF serait intéressée à obtenir des Américains des éléments étayant leurs soupçons dont ils ont fait état pour la première fois à New York (à transmettre par notre canal CR à P).



Simonin

Copie : JAC